

La cohésion sociale demande plus d'État et d'entraide personnelle

28/09/2011

Le premier « Baromètre de la cohésion sociale », dévoilé mercredi 28 septembre, montre une France à la recherche de plus de justice sociale et de respect mutuel entre citoyens. Le rôle principal dans l'amélioration de la cohésion sociale est dévolu aux pouvoirs publics, suivis par les habitants eux-mêmes.



crédit : Matías Garabedian/Flickr

Dans les locaux de « Imprime-emploi », une entreprise d'insertion qui lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

« Nos concitoyens déplorent une faible cohésion sociale », écrit le Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) dans le premier « Baromètre de la cohésion sociale », établi à la demande de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS). L'enquête a été réalisée en face à face, au domicile de 2 000 personnes représentatives de la population. Cette mesure de la cohésion du pays a été dévoilée mercredi 28 septembre par le Credoc et la DGCS lors d'une rencontre avec les journalistes de l'Ajis (Association des journalistes de l'information sociale).

Une société de plus en plus inégalitaire...

Une faible cohésion, cela signifie une société perçue par nos concitoyens comme de plus en plus inégalitaire. « Les plus favorisés sont de plus en plus favorisés et les défavorisés sont de plus en plus défavorisés », pensent 86 % des personnes interviewées, contre 13 % qui sont d'un avis contraire (« Il y a de moins en moins de différence entre les favorisés et les défavorisés »).

Il faudrait au contraire « mieux partager les richesses », « [que] tout le monde ait une part du gâteau », « éviter les écarts de salaire de 1 à 500 », selon les propos spontanés des personnes interviewées.

... et qui ne reconnaît plus les mérites de chacun

Faible cohésion, cela veut aussi dire que la société est jugée peu « méritocratique » : 38 % seulement des personnes interrogées ont le sentiment que « chacun a la possibilité de trouver la place qu'il mérite dans notre société ». Ce sentiment de déclassement est le plus élevé chez les personnes modestes ou appartenant aux classes moyennes.

Emploi, logement, éducation, clefs de la cohésion

De plus, le « respect mutuel » et la solidarité entre les citoyens sont trop peu présents puisque 60 % des sondés appellent de leurs souhaits ces valeurs considérées par le Credoc comme « clef de voûte de la cohésion sociale ».

Cela étant, le rôle des pouvoirs publics (État, mairies, départements et régions) reste prépondérant aux yeux de nos concitoyens pour renforcer la cohésion par l'emploi pour tous, le logement et l'éducation de qualité. Ce sont là et par ordre de priorité les trois principales préoccupations des Français. 65 % d'entre eux pensent que les pouvoirs publics sont « les mieux placés pour améliorer la cohésion sociale ».

Le rôle des citoyens

Cependant, les citoyens eux-mêmes ont un rôle éminent à jouer dans le renforcement de la cohésion, c'est ce que pensent 19 % des personnes interviewées : absence de conflits, entraide familiale et entre voisins, intégration de tout individu quelles que soient ses origines...

En revanche, les entreprises (1 %) sont mises sur la touche : elles ne sont pas « *au cœur de la solidarité* », constate le Credoc. Elles paient là leur impuissance et les réactions négatives d'une partie d'entre elles face à la crise économique et financière.

À la demande de la DGCS le baromètre sera annuel, car l'État veut en suivre l'évolution pour « *articuler les politiques publiques avec l'entraide existant entre les personnes elles-mêmes* », selon la directrice générale de la cohésion sociale, Sabine Fourcade. Cela pour plus d'efficacité de l'ensemble des politiques sociales.

Une démarche qui n'a rien à voir avec un désengagement social de l'État, promis, juré !

François Tcherkessoff